

La 2eme vague était annoncée et pourtant rien n'a été fait pour la prévenir.

La seule réponse du gouvernement après le couvre-feu, le confinement.

Bis repetita en pire !

Une nouvelle fois, l'incurie et le mépris criminel du gouvernement s'expriment avec encore plus de suffisance : Obéis ! Bosse, Consomme et tais-toi !

La Fédération SUD Santé Sociaux et les divers collectifs dénoncent depuis de trop nombreux mois le délabrement délibérément, méthodiquement organisé par les divers gouvernements.

Seules l'abnégation et l'engagement des premières lignes en blouse blanche et des "invisibles" ont permis de faire face à la première vague.

La réponse des premiers de cordée, planqués : la répression des lanceuses et lanceurs d'alerte, la répression syndicale, la poursuite de leur logique marchande en continuant à fermer des lits, la poursuite de la destruction systématique du droit du travail et des protections sociales, le durcissement des lois liberticides...

En grande pompe, ils ont mis en scène la mascarade du Ségur, servie par des syndicats complices, valets prompts à signer des accords insultants pour celles et ceux qui ont permis au pays de tenir le coup. Mais à quel prix !

La charité des 183 € d'augmentation pour certains, une prime à géométrie variable pour d'autres, sont un solde de tout compte aujourd'hui chèrement payés par les acteurs de la santé, du social et du médicosocial :

Pas d'augmentations des effectifs !

Pas d'embauches massive !

Pas d'ouvertures de lit ou de prises en charge supplémentaire !

Ne parlons pas de toutes les oubliés-es. Oubliés-es ? Non, sacrifiés-es, évincés-es !!!

Dès l'ouverture du Ségur de la Santé, la Fédération SUD Santé Sociaux s'est refusée à cette escroquerie et a choisi de claquer la porte.

D'autres ont parfaitement joué leur rôle de faire-valoir dans cette triste comédie : lâcheté, complicité, trahison...

Nous n'étions pas dupes !

Nous pourrions discuter des décisions prises et de celles qu'aurait dû prendre le gouvernement : Sont-ce des erreurs ? des maladresses ? "nous ne savions pas", "ce n'est pas de notre faute"

Ces discours seraient vains.

Les choix du gouvernement sont le fruit d'une logique marchande, d'une logique de domination de classe, d'une volonté de division et d'isolement, de mise au pas martiale et sécuritaire visant à défendre les intérêts des dirigeants des grands groupes capitalistes.

Leur priorité n'est pas notre santé !

Bien sûr, nous allons prendre soin et nous recommandons à chacun-e de prendre soin les un-es des autres.

Mais le moment venu, les applaudissements de 20h00, ne suffiront plus.

Ils doivent rendre des comptes !

La Santé n'est pas une marchandise !

Dès à présent, la Fédération SUD Santé Sociaux appelle à faire valoir des droits d'alerte, quand celui qui prétend protéger la population, les laisse aller travailler sans protections adaptées en prenant des risques inconsidérés pour leur santé. L'heure est à la mobilisation, ils ne nous protègent pas, aucunement, alors prenons les devants en faisant valoir nos droits.

La Fédération SUD Santé Sociaux appelle également tout-e-s les oubliés-e-s du Ségur à participer à la journée d'actions du 3 décembre à l'appel des rencontres nationales du travail social en lutte.

Paris, le 12 novembre 2020

